

DOUTES OFFICIELS SUR L'EXISTENCE DU RÉSEAU MONDIAL

108 États refusent de traquer « Al Qaïda »



© Central Intelligence Agency

Le président d'un comité de l'ONU d'experts anti-terroriste, Michaël Chandler, a présenté lundi son rapport annuel sur la traque d'Al Qaïda. Il a mis en garde la communauté internationale contre les risques imminents de terrorisme nucléaire, chimique et biologique. Selon lui, Al Qaïda a déjà pris la décision d'utiliser de telles armes. Pour prévenir l'apocalypse, un renforcement de la coordination internationale serait donc nécessaire. Mais la véritable information du rapport, est que sur 191 États membres de l'ONU, 108 ont refusé de fournir des informations sur Al Qaïda. Ils sont 108 à déclarer ne jamais avoir observé sur leur territoire quoi que ce soit qui valide l'existence de « Al Qaïda » et ne pas se sentir concernés par cette prétendue menace planétaire.

page 2

Les faucons poussent à l'affrontement contre Pékin

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Le Parlement taiwanais a adopté un projet visant à faire sortir l'île de son isolement diplomatique en proclamant l'indépendance. À Washington, le coordinateur des faucons, Frank J. Gaffney Jr., apporte son soutien à la sécession. Non seulement il faut soutenir Taipei, mais il faut lutter contre le régime de Pékin. C'est dans ce contexte que le fondateur d'Human Right Watch, Robert L. Bernstein, présente son rapport dénonçant les camps de travail en Chine continentale.

page 6

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ Colin Powell pourrait rencontrer les initiateurs des accords de Genève

■ L'Arabie saoudite se dit toujours en lutte contre le terrorisme

■ La Syrie signe un accord d'exploitation de gisements pétroliers avec une société états-unienne

■ La Syrie souhaite normaliser ses relations avec Israël

■ Les accords de Genève divisent la communauté arabe israélienne

page 12

La biographie non autorisée de George W. Bush



Il y a les biographies de George W. Bush écrites par les communicants de la Maison-Blanche ou les journalistes « amis ». Et il y a *Le Cartel Bush*, la biographie non autorisée. Celle qui explore en détail l'entourage du président des États-Unis, ses affaires, ses retournements de veste, le financement de ses campagnes électorales, son addiction à la cocaïne... L'auteur, James Hatfield, fut menacé par deux proches conseillers du président devant témoins et retrouvé peu après, mort, dans un motel. La police assure qu'il s'est suicidé. Sa famille prétend qu'il a été assassiné. Ce document exceptionnel a été traduit en français. Le Réseau Voltaire en assure la diffusion exclusive en France.

page 4

Doutes officiels sur l'existence du réseau mondial

108 États refusent de traquer « Al Qaïda »

Le président d'un comité de l'ONU d'experts anti-terroriste, Michaël Chandler, a présenté lundi son rapport annuel sur la traque d'Al Qaïda. Il a mis en garde la communauté internationale contre les risques imminents de terrorisme nucléaire, chimique et biologique. Selon lui, Al Qaïda a déjà pris la décision d'utiliser de telles armes. Pour prévenir l'apocalypse, un renforcement de la coordination internationale serait donc nécessaire. Mais la véritable information du rapport, est que sur 191 États membres de l'ONU, 108 ont refusé de fournir des informations sur Al Qaïda. Ils sont 108 à déclarer ne jamais avoir observé sur leur territoire quoi que ce soit qui valide l'existence d'« Al Qaïda » et ne pas se sentir concernés par cette prétendue menace planétaire.

Un comité contesté d'experts anti-terroristes, créé par le Conseil de sécurité de l'ONU, a présenté hier à New York son rapport annuel sur la traque d'Al Qaïda. Son président, Michaël Chandler, a attribué les attentats de Bagdad contre l'ONU et la Croix-rouge à l'organisation d'Oussama Ben Laden, tout en admettant ne pas disposer d'éléments autres que ceux diffusés par la presse. Son analyse se fonderait donc sur une intime conviction et non sur des preuves particulières. Puis, il a mis en garde la communauté internationale contre les risques imminents de terrorisme nucléaire, chimique et biologique. Selon lui, Al Qaïda et sa mouvance ont déjà pris la décision d'utiliser de telles armes, mais sont encore retenus par la complexité de leur maniement. Pour prévenir l'apocalypse, un renforcement de la coordination internationale serait donc nécessaire. La presse anglo-saxonne n'a pas manqué de se faire l'écho de cet appel.

En réalité, le détective privé Michaël Chandler dirige un groupe de cinq experts, placés sous l'autorité du Comité de suivi de la résolution 1267. Cet organisme, créé en 1999, avait pour mission initiale de bloquer les avoirs financiers des Talibans, d'interdire leurs déplacements et de les empêcher d'acquérir des armes. Sa compétence a été progressivement élargie et, après la chute de Kandahar, ce comité a étendu ses investigations au monde entier où les Talibans sont sensés s'être dispersés.

Le groupe d'experts 1267 est composé, outre du Britannique Michaël E. G. Chandler, du Jordanien Hassan Ali Abaza, de l'États-unien Victor Comras (en remplacement de Michaël Langan), du Français Philippe Graver, et du Népalais Surendra Shah.

Les travaux de ce groupe sont sujets à caution depuis sa création. La plupart des États se moquent de ses analyses qu'ils jugent fantaisistes. C'est pourquoi le Conseil de sécurité a dû créer un autre Comité anti-terroriste en adoptant, en 2001, la résolution 1373. La délégation états-unienne à l'ONU, dirigée par l'ambassadeur John Negroponte, a tenté de manipuler ces comités pour en faire des instruments de sa guerre globale contre le terrorisme. Mais cela a échoué.

La véritable information du rapport rendu hier, c'est que sur 191 États membres de l'ONU, 108 ont refusé de fournir des informations sur Al Qaïda. En effet, à trois exceptions près, les États membres de l'ONU étaient prêts à lutter contre les Talibans. Mais ils sont 108 à refuser le raisonnement du Comité 1267 et de Washington selon lequel les Talibans et Oussama Ben Laden sont indissociables et que, depuis la défaite du mollah Omar et la dispersion de ses adeptes, il existerait une organisation terroriste mondiale « Al Qaïda ». En tous cas, ils sont 108 à déclarer ne jamais avoir observé sur leur territoire quoi que ce soit qui valide l'existence d'« Al Qaïda » et ne pas se sentir concernés par cette prétendue menace planétaire.

Document de référence :

► [Note de l'ONU sur les deux comités de lutte antiterroriste](#), 28 juillet 2003

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.

Voltaire est publié par les Éditions Thomas Paine, SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny. Siège social : 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France.

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours.

Voltaire est publié 280 fois par an et distribué par courrier électronique au format PDF.

Prix de vente au numéro :

Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnement trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

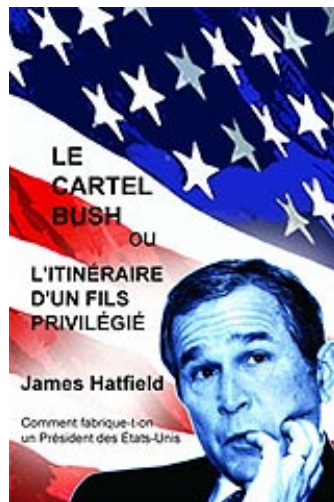
Abonnement annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé par Écopay :

www.reseauvoltaire.net/abonnement.php.

La biographie non autorisée de George W. Bush

Il y a les biographies de George W. Bush écrites par les communicants de la Maison-Blanche ou les journalistes « amis ». Et il y a *Le Cartel Bush*, la biographie non autorisée. Celle qui explore en détail l'entourage du président des États-Unis, ses affaires, ses retournements de veste, le financement de ses campagnes électorales, son addiction à la cocaïne... L'auteur, James Hatfield, fut menacé par deux proches conseillers du président devant témoins et retrouvé peu après, mort, dans un motel. La police assure qu'il s'est suicidé. Sa famille prétend qu'il a été assassiné. Ce document exceptionnel a été traduit en français. Le Réseau Voltaire en assure la diffusion exclusive en France.



En septembre 1999, c'est-à-dire en pleine campagne électorale aux États-Unis, St Martin Press publiait une biographie détaillée du candidat George W. Bush. L'auteur, qui avait réalisé un travail de fourmi, n'ignorait rien de la famille Bush et de junior. Il avait bénéficié dans son enquête de l'aide de Karl Rove (actuel secrétaire général de la Maison-Blanche) qui croyait aider à la rédaction d'une biographie de complaisance. L'ouvrage intitulé *Fortunate Son, G. W. Bush and the Making of an American President*, fit

immédiatement la « une » des journaux, fut choisi comme best-seller par le *New York Times* et souleva une intense polémique.

Il s'agit d'un document exhaustif sur l'homme, sa famille et son entourage, ses affaires et sa carrière politique, ses retournements de veste et le financement de ses campagnes électorales. Bien qu'il soit écrit sur un ton mesuré et s'attache à comprendre la personnalité de George W. Bush, il présente une vision terrifiante de la vie publique états-unienne. Pourtant de cet imposant travail, on

ne retint qu'un passage secondaire, mais sensible : le candidat Bush avait été arrêté pour détention de cocaïne, en 1972. Or, selon les lois locales, ce délit aurait dû lui valoir une privation de droits civiques, il n'aurait donc pas dû avoir le droit de se présenter au gouvernorat du Texas et à la présidence des États-Unis.

Ce sont en réalité bien d'autres détails qui provoquèrent la colère des Bush. Notamment, un passage relatif à la société Arbusto (devenue ultérieurement Harken Energy) dont George W. fut le directeur. On y apprenait que, par l'entremise d'un homme de paille, cette société était la propriété d'un certain Salem Ben Laden, frère aîné d'Oussama. Mais à l'époque, la presse ne comprit pas l'importance de cette information.

Quoi qu'il en soit, la famille Bush se déchaîna contre le livre et son auteur. Elle révéla les erreurs de jeunesse de ce dernier, qui lui valurent de faire de la prison, et s'employa à le discréditer. Simultanément, elle exerça de fortes pressions sur l'éditeur jusqu'à obtenir le retrait et la destruction des presque 100 000 exemplaires disponibles.

James Hatfield, récupéra ses droits sur le livre et le fit rééditer par un éditeur marginal, Soft Skull Press, alors que George W. venait de s'installer à la Maison-Blanche. Karl Rove (secrétaire général de la Maison-Blanche) et Clay Johnson III (alors assistant personnel du président) intentèrent un procès en diffamation et obtinrent le retrait conservatoire du livre. En définitive, il fut autorisé à la vente, sans coupes, mais après le retrait de la préface originale.

Ayant échoué dans leurs démarches, Rove et Johnson menacèrent devant témoin Hatfield de le liquider, lui et toute sa famille, s'il persistait à diffuser son ouvrage. Il fut retrouvé peu après, mort, dans un motel. La police assure qu'il s'est suicidé, tandis que sa famille prétend qu'il a été assassiné.

Ce document exceptionnel a été traduit en français et publié en Suisse par les Éditions Timéli, dirigées par Sandro Cruz, administrateur du Réseau Voltaire et directeur du site RedVoltaire.net. Jean Ziegler et Thierry Meyssan l'ont préfacé. Seth Tobocman, le caricaturiste de *Village Voice*, l'a illustré. Sander Hicks, Robert-James Parsons, David Cogswell et Federico Fasano Mertens l'ont enrichi d'introductions et de post-scriptum. Présenté le 10 octobre au Club de la presse de Genève, sous le titre *Le Cartel Bush ou l'itinéraire d'un fils privilégié*, il n'a été diffusé en librairie qu'en Suisse. Le Réseau Voltaire en assure la diffusion exclusive en France.

► **Commander le livre *Le Cartel Bush* en ligne sur notre site.**

Le Cartel Bush ou l'itinéraire d'un fils privilégié. Comment fabrique-t-on un président des États-Unis ? par James Hatfield. Préfaces de Jean Ziegler et Thierry Meyssan. 444 p., ill., index. Éditions Timéli, Genève, 2003. ISBN 2-940342-01-6. Prix conseillé : 24 euros.

Les faucons poussent à l'affrontement contre Pékin

Analyse

Le Parlement taiwanais a adopté en première lecture, jeudi 27 novembre, un projet de loi autorisant la modification de la constitution. Derrière ce texte alambiqué se cache la volonté du président Chen Shui-bian de faire sortir l'île de son isolement diplomatique en rompant avec le projet de réunification de la Chine et en proclamant l'indépendance. Cette initiative de Taipei est considérée par Pékin comme un *casus belli*. Dans le *Washington Times*, le coordinateur des faucons Frank J. Gaffney Jr., apporte son soutien à la sécession. Il paraît en effet aujourd'hui improbable que la réunification puisse se faire sous l'égide du camp occidental et le *statu quo* n'est plus tenable. Cette prise de position publique vise à influencer la Maison-Blanche qui semble hésitante. Au Conseil national de sécurité, l'expert des questions chinoises, James Moriarty, préconise de faire renoncer le président Chen Shu-bian pour prévenir une grande instabilité régionale, voire un conflit militaire avec la Chine continentale. Cependant, les faucons ne l'entendent pas de cette oreille. Pour eux, non seulement il faut soutenir Taipei, mais il faut lutter contre le régime de Pékin. C'est dans ce contexte que le *Washington Post* publie une tribune de Robert L. Bernstein, fondateur d'Human Right Watch, pour dénoncer les camps de travaux forcés de la Chine continentale.

Le professeur Ruth Wedgwood, qui conseilla le Pentagone pour mettre en place les Commissions de justice militaire, réagit vivement aux accusations de Lord Johan Steyn. Dans un discours que nous avons présenté dans ces colonnes, le magistrat de la Haute Cour britannique avait qualifié le camp d'interrogatoire de Guantanamo et les Commissions militaires de « *monstrueux échec de la*

Justice ». Cette prise de position avait conduit le gouvernement de Tony Blair à demander la libération immédiate des prisonniers britanniques. Dans l'*International Herald Tribune*, le professeur Wedgwood promet que les prisonniers ne sont pas torturés et que leur procès est équitable. Surtout, elle invite les lecteurs à défendre les Droits de l'homme face au danger du terrorisme, plutôt que de défendre les droits des terroristes.

Avec le même parfum totalitaire, Arnaud de Borchgrave s'en prend dans le *Washington Times* au général pakistanais Aslam Beg, un musulman modéré hostile aux États-Unis. Il lui reproche de trop lire *L'Effroyable imposture* et de prétendre que les attentats du 11 septembre n'ont pas été commis par Al Qaïda, mais par des États-uniens. Bien sûr, selon son habitude, Arnaud de Borchgrave déforme les propos de ceux qu'il stigmatise et attribue au général Beg des déclarations contre la CIA et le Mossad.

Timothy Rothermel, du Programme alimentaire mondial, relève dans l'*International Herald Tribune*, que malgré les vicissitudes, la société palestinienne prospère. Enfin, dans *Libération*, le journaliste tunisien Taoufic Ben Brik accuse l'Occident en général et la France en particulier de ne rien faire face à la dictature de Ben Ali.

Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. (Le 7 de cœur du régime Bush) est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Un événement occasionnel ? »

Source : Washington Times

Référence : « A 'sometime' thing ? », par Franck Gaffney, *Washington Times*, 2 décembre 2003.

Lors de son discours de Thanksgiving, de celui devant la **National Endowment for Democracy**, ou de celui de Londres, **George W. Bush** a rappelé son engagement et celui des États-Unis pour la liberté partout dans le monde. Cela implique un engagement des États-Unis aux côtés de Taiwan.

Cette démocratie est menacée par la Chine communiste qui craint que le prochain référendum n'établisse le droit des Taiwanais à la liberté et les dispense de la fiction que leur pays n'est qu'une province de Chine et non un État souverain. Certains dans l'administration Bush estiment que les réclamations taiwanaises ne sont pas réalistes et qu'il faut donc en rester à la position des États-Unis depuis 1972 : reconnaître Pékin comme la capitale de la seule Chine et laisser Taiwan dans son statut de paria diplomatique global. Malgré ces pressions, le président a rappelé le droit à la liberté de Taiwan et l'obligation pour les États-Unis de défendre ce pays en cas d'attaque chinoise dès sa prise de fonction en 2001. Aujourd'hui, cependant, James Moriarty, membre du **National Security Council**, lui demande de s'opposer à l'indépendance de Taiwan. Il faut s'attaquer à l'oppression. Refuser de soutenir Taiwan équivaldrait à faire comme **Yossi Beilin** qui renforce les dictatures en négociant scandaleusement avec les ennemis de la démocratie.

Robert L. Bernstein

Robert L. Bernstein est président fondateur d'Human Right Watch et ancien président de Random House.

« Le syndrome du secret de la Chine »

Source : Washington Post

Référence : « China's Secrecy Syndrome », par Robert L. Bernstein, *Washington Post*, 2 décembre 2003. Cette tribune est adapté d'un discours prononcé aujourd'hui devant le World Press Freedom Committee à Washington.

Comme en Irak sous Saddam Hussein, en Chine, la presse internationale est intimidée par le pouvoir central qui sait que l'information, c'est le pouvoir. Pékin cache la vérité à son peuple et développe sa propagande dans le reste du monde. Toutefois, avec les jeux olympiques de 2008 et la volonté de la Chine de devenir un acteur international, la presse libre doit faire un grand bond en avant. Avec l'OMC et l'OMS et à cause des nouvelles technologies, il va devenir plus dur pour le pouvoir d'intimider la presse et de contrôler les informations. C'est un lieu commun d'affirmer que la Chine se transforme vite et qu'elle ne nécessite pas qu'on lui fasse les mêmes pressions que l'URSS, mais cela doit être une faible consolation pour les dissidents emprisonnés ou placés dans des hôpitaux psychiatriques pour délit d'opinion. Dans le même temps, suite aux SRAS et au développement du sida dans le pays, les citoyens comprennent que la censure est un vrai danger. Le gouvernement a donc dû prendre des mesures et le dernier grand pays totalitaire brutalise son peuple, le prive d'information et emprisonne ceux qui publient des informations qu'il veut garder secrètes. Malgré les dossiers prouvant leur existence, la presse internationale refuse de parler des camps d'esclaves chinois où travaillent deux à trois millions de personnes car elle n'y a pas accès. Il faut faire pression pour pouvoir visiter ces camps, tout comme il faut obtenir des éclaircissements sur les exécutions de dissidents par la police.

Ruth Wedgwood



Ruth Wedgwood est professeur de relations internationales de la School of Advanced International Studies à la Johns Hopkins University. Elle est membre du Council on Foreign Relations et a conseillé le Pentagone pour mettre en place les commissions militaires chargées de juger les détenus de Guantanamo.

« Laisser les règles militaires s'appliquer tant que la guerre continue »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Let military rules apply while the war goes on », par Ruth Wedgwood, *International Herald Tribune*, 2 décembre 2003.

Ne respectant pas son devoir de réserve, Johan Steyn a estimé que les États-Unis étaient responsables d'un « **monstrueux échec de la justice** » à Guantanamo en gardant et en faisant juger par des commissions militaires les combattants d'Al Qaïda et les Talibans. Ces propos ont été tenus alors que le gouvernement britannique entame des négociations avec les États-Unis sur le statut des prisonniers de Guantanamo.

On ne peut pas libérer ces hommes car ils combattraient à nouveau pour les Talibans, pour renverser le président démocratiquement choisi Hamid Karzaï et s'en prendre au personnel humanitaire. Les lois humanitaires internationales reconnaissent à un dirigeant le droit de garder captif les combattants ennemis tant que le conflit n'est pas terminé. Lord Steyn affirme, sans preuve, que les détenus de Guantanamo sont essentiellement des combattants Talibans plutôt que des membres d'Al Qaïda. Mais quand bien même, les combats en Afghanistan n'ont pas cessé. Les citoyens britanniques d'Istanbul ont de bonnes raisons de s'opposer au retour d'un régime Taliban-Al Qaïda en Afghanistan. En outre, quoi qu'en dise Lord Steyn, les prisonniers sont bien traités et, comme l'a rappelé le **département de la Défense états-unien**, les États-Unis ne se mettent pas en infraction des traités signés concernant la torture. Lord Steyn affirme en outre que les procédures des commissions militaires ne permettent pas de s'assurer d'un procès équitable. Pourtant, ces débats sont conduits par des juges-avocats généraux expérimentés et les décisions rendues par des jurys indépendants. Les procès ne sont secrets que quand les éléments classifiés sont présentés et l'avocat de la défense peut présenter des preuves et faire auditionner des témoins.

En fait, si la détention a lieu à Guantanamo, ce n'est pas pour échapper à certaines règles, mais pour des questions de place. Les détenus sont jugés de la même façon que les prisonniers nazis après la Seconde Guerre mondiale. Il n'est malheureusement pas possible de « démobiliser » des terroristes et toutes les personnes défendant les Droits de l'homme doivent combattre un retour des Talibans.

Arnaud de Borchgrave



Arnaud de Borchgrave est directeur du *Washington Times* et de l'agence United Press International. Il est membre du Center for Strategic and International Studies. Il a été combattant volontaire dans différents conflits périphériques de la Guerre froide

« Au dessus du nid de coucou »

Source : Washington Times

Référence : « Over the cuckoo's nest », par Arnaud de Borchgrave, *Washington Times*, 2 décembre 2003.

Pourquoi les musulmans modérés ne soutiennent-ils pas le combat de **George W. Bush** et de **Tony Blair** contre les terroristes qui haïssent la liberté ? Parce que bon nombre d'entre eux considèrent que les terroristes sont des « *combattants de la liberté d'un monde musulman faisant face à une oppression et à une injustice sans précédent* ».

Vu la situation politique au Pakistan, le **général Mirza Aslam Beg**, peut y passer pour un modéré. Pourtant il estime que la guerre au terrorisme est en fait une guerre totale contre les mouvements de libération musulmans. Heureusement que le général Beg est pour l'instant loin du bouton nucléaire, mais cela pourrait changer si une septième tentative pour assassiner **Pervez Musharraf** était cette fois réussie. Le général Beg a souvent fait l'apologie des mouvements islamistes, dont il rappelle qu'ils ont d'abord été financés par les États-Unis au temps de la Guerre froide et qu'ils sont encouragés à combattre les États-Unis à cause de la politique de Washington vis-à-vis des musulmans. Beg pense également que Ben Laden n'est pas responsable des attentats du 11 septembre, mais qu'il s'agit d'un complot de la CIA et du Mossad pour justifier l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak.

Ce contexte idéologique explique pourquoi Ben Laden est plus populaire que Bush dans les pays musulmans. Les madrasas au Pakistan, financées par l'argent saoudien, forment actuellement 750 000 adolescent à haïr les États-Unis, Israël et l'Inde chaque année.

Timothy Rothermel

Timothy Rothermel est le représentant spécial à Jérusalem du Programme de développement des Nations Unies.

« En dépit de la tristesse, la société palestinienne prospère »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Despite the gloom, Palestinian society is thriving », par Timothy Rothermel, *International Herald Tribune*, 2 décembre 2003.

Le bilan du conflit israélo-palestinien depuis trois ans est terrible en termes humains. Il a aussi un coût économique pour les Palestiniens. Le taux de chômage chez eux atteint les 46 %. 57 % de la population en Cisjordanie et 84 % à Gaza vit en dessous du seuil de pauvreté. Les destructions ont entraîné une perte de 11,7 milliards de dollars.

Pourtant, malgré les souffrances, la société palestinienne est dynamique. Elle est résolue à forger des institutions pacifiques, démocratiques et pluralistes qui trouveront leurs places dans la société des nations. Déjà, de nombreuses administrations dans l'Autorité palestinienne n'ont pas leur équivalent dans tout le Moyen-Orient. La société civile et le secteur privé ont développé des organisations de défense des Droits de l'homme, de la transparence dans le gouvernement et des institutions pour la jeunesse, la santé publiques et la participation. Il y a aujourd'hui plus de 1000 ONG palestiniennes, la plupart dirigées par les Palestiniens eux-mêmes malgré les tragédies quotidiennes. En dépit des erreurs commises, de la corruption et de l'augmentation du nombre de kamikazes, on peut noter que l'aide internationale a permis des réalisations incroyables compte tenu des conditions. Alors qu'on recherche des États progressistes, laïcs et démocratiques au Moyen-Orient, il faut donner aux territoires palestiniens l'opportunité d'en devenir un.

Taoufik Ben Brik



Taoufik Ben Brik, journaliste et écrivain tunisien, est l'auteur de *Ben Brik président*.

« La Tunisie, Chirac s'en fout »

Source : Libération

Référence : « La Tunisie, Chirac s'en fout », par Taoufik Ben Brik, *Libération*, 2 décembre 2003.

Jacques Chirac se fout de la dictature en Tunisie, de sa police politique, de ses médias bâillonnés, de sa justice aux ordres, de ses syndicats au pas et de son président à vie. La France, l'Occident, les grands médias et le monde entier regardent ailleurs. Le monde regarde Ramallah, Kaboul ou Bagdad et l'Occident se moque des malheurs des Tunisiens et soutient Ben Ali, classant ses bavures « affaires internes tunisiennes ».

Chirac estime que la Tunisie n'a d'avenir qu'avec Ben Ali, sa dictature molle, sale, douce et pépère subie par des Tunisiens qui ont perdu leur capacité de résistance. Pourtant, malgré l'absence d'image et de reportages et le fait qu'on ne donne plus la parole à ceux qui souffrent, certains bougent en Tunisie.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

Colin Powell pourrait rencontrer les initiateurs des accords de Genève

Référence : « Powell will meet Geneva team Friday », par Mazal Mualem et Nathan Guttman, *Ha'aretz*, 2 décembre 2003.

L'équipe du secrétaire d'État états-unien, Colin Powell, prépare une rencontre entre le responsable états-unien et Yossi Beilin et Yasser Abed Rabbo, les deux principaux initiateurs du texte des accords de Genève, selon des sources anonymes à Washington citées par *Ha'aretz*.

Ces accords ont été officiellement lancés lors d'une cérémonie qui s'est tenue en Suisse, lundi 1er décembre 2003. Au cours de celle-ci, l'ancien Président des États-Unis et prix Nobel de la Paix, Jimmy Carter, a déclaré que les dirigeants de la région étaient désormais des obstacles à la paix dans la région. Il a ajouté que les Palestiniens devraient renoncer à recourir à la violence, et qu'Israël devrait choisir entre la paix et la poursuite des colonies.

Le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, qui a longtemps gardé le secret sur ses intentions, a finalement envoyé une lettre de soutien. Dans celle-ci, il incite le Premier ministre israélien, Ariel Sharon, à soutenir le plan de paix, tout en demandant l'application de la résolution 194 des Nations Unies, qui prévoit le droit de retour des Palestiniens en Israël, et en condamnant le mur de séparation. Les défenseurs israéliens de l'accord avancent néanmoins que celui-ci prévoit l'abandon du droit de retour, en échange de l'abandon par Israël de l'esplanade des Moquées.

Le Premier ministre palestinien, Ahmed Qureih, a déclaré que les participants palestiniens ne représentent ni l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), ni le gouvernement palestinien. La délégation palestinienne était pourtant emmenée par le conseiller à la sécurité nationale Jibril Rajoub, ainsi que par deux ministres, Hisham Abd al-Raziq et Kadoura Fares, considérés comme des proches du dirigeant palestinien emprisonné, Marwan Barghouti.

Le gouvernement israélien a décidé de minimiser l'importance de l'accord, en indiquant qu'il met à mal les positions d'Israël avant toute nouvelle négociation avec les Palestiniens.

Arab News



Arab News est un quotidien saoudien qui propose, en plus de quelques articles originaux, une traduction en anglais des articles d'*Asharq Al-Awsat*. Celui-ci appartient au Saudi Research Marketing Group du Dr. Abdulmuhsun Alakkas, membre du Conseil consultatif saoudien.

L'Arabie saoudite se dit toujours en lutte contre le terrorisme

Référence : Riyadh Bombers Identified, par P.K. Abdul Ghafour, *Arab News*, 2 décembre 2003.

Le porte-parole du ministère de l'Intérieur saoudien a annoncé, lundi 1er décembre 2003, que deux Saoudiens ont été identifiés comme les auteurs des attentats-suicide qui ont visé un complexe résidentiel à Riyad, le 8 novembre 2003, faisant 18 morts.

Les analyses ADN auraient en effet permis d'attribuer l'attentat à Ali ibn Hamid Al-Maabadi Al-Harbi et Nasser ibn Abdullah ibn Nasser Al-Sayyari, deux individus présents sur la liste des personnes recherchées par les autorités saoudiennes.

Le communiqué du ministère, qui a été lu à la télévision saoudienne, donne une première version officielle de l'attaque.

Selon celle-ci, les assaillants ont pénétré à bord d'une voiture dans l'enceinte du complexe à minuit, lançant des grenades et tirant sur les gardes. Puis une jeep, bourrée de 300 kilos d'explosifs et peinte avec l'emblème des forces de sécurité saoudienne, est entrée à son tour dans le complexe. « *Ensuite on l'a fait exploser dans une opération suicide* », selon le porte-parole.

Les autorités ont également indiqué avoir trouvé la maison qui a servi de refuge pour la préparation de l'attaque et le maquillage de la voiture.

« *Les enquêteurs ont identifié les commanditaires de cette opération et nous sommes toujours en train de prendre des mesures pour les localiser* », a ajouté le responsable saoudien.

Les autorités saoudiennes ont déclaré la semaine passée qu'elles avaient déjoué une attaque d'ampleur supérieure à celle du 8 novembre en localisant à temps une voiture équipée de 1,2 tonnes d'explosifs.

Syria Times



La Syrie signe un accord d'exploitation de gisements pétroliers avec une société états-unienne

Référence : « US company signs offshore prospection deal with Syria », *Syria Times*, 1er décembre 2003.

La société de services géophysiques Veritas a signé, samedi 29 novembre 2003, un accord pour un montant de 4 millions de dollars afin d'explorer des gisements pétroliers au large des côtes syriennes, d'après un communiqué du ministère du Pétrole syrien, publié dimanche 30.

L'accord concerne l'exploration d'une zone de 4700 km², dans les eaux territoriales syriennes. Il a été signé par le ministre du Pétrole, Ibrahim

Haddad, et le vice-président directeur général de Veritas, Ian Edwards.

Il s'agit du deuxième contrat d'exploration de gisements signé avec une société nord-américaine ce mois-ci. Le 13 novembre, Ibrahim Haddad avait déjà signé un accord similaire avec un représentant de la société canadienne Petro-Canada pour l'exploration et l'exploitation de gisements dans la région orientale de Deir ez-Zor.

Le 31 mai 2003, un contrat avait été signé avec deux compagnies états-uniennes, la Devon Energy et la Gulf Sands Petroleum, afin de prospector et d'exploiter des gisements au nord-est du pays, dans la région de Kamichli, près de la frontière irakienne.

La Syrie produit actuellement 500 000 barils de pétrole brut par jour et ses réserves découvertes sont estimées à 2,5 milliards de barils.

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

La Syrie souhaite normaliser ses relations avec Israël

Référence : « Israel cautious on Assad overture », par Herb Keinon, *Jerusalem Post*, 2 décembre 2003.

Le lendemain de l'annonce par le président syrien Bashar al-Assad qu'il n'avait aucune « condition préalable » à imposer avant d'ouvrir des négociations avec Israël, le ministre des Affaires étrangères israélien, Silvan Shalom, et son homologue syrien, Farouk Shara, se rencontreront lors d'un repas réunissant 35 autres ministres des Affaires étrangères à Naples, mardi 2 décembre 2003 au soir.

Ce repas a lieu dans le cadre du Partenariat Euro-Méditerranéen né du processus de Barcelone. Les deux hommes devraient être assis à moins d'un mètre d'écart, mercredi, lors d'une autre réunion.

Les officiels israéliens ont salué les déclarations du président syrien, tout en restant conscients que la position traditionnelle de la Syrie consiste à reprendre les négociations là où elle les a laissées. Le président Assad a en effet déclaré que les négociations sur le tracé de la frontière israélienne devraient reprendre à partir des discussions déjà conduites en mars 2000.

Tel Aviv voit également ces propos comme une manière de désamorcer le *Syria Accountability Act* voté par le Congrès états-unien et qui prévoit des sanctions à l'encontre de Damas. En effet, selon le président syrien, si ces négociations aboutissent, il n'y a pas de raison que la Syrie n'établisse pas des relations entières et normales avec Israël. Selon lui, « la normalisation signifierait des rapports comme ceux que la Syrie a avec les États-Unis »

Un officiel anonyme, cité par le *Jerusalem Post*, a réagi en déclarant qu'Israël attendait de voir s'il s'agissait uniquement d'une manœuvre tactique des Syriens pour améliorer leurs relations avec les États-Unis, ou bien si cela reflétait un changement significatif de l'approche stratégique de Damas. Selon lui, il est « très improbable » que les deux ministres entament une discussion. Au cours de cette conférence de deux jours, Silvan Shalom doit rencontrer les

ministres des Affaires étrangères égyptiens, jordaniens et mauritaniens. Aucune entrevue n'est prévue avec son homologue palestinien, Nabil Shaat, afin de ne pas parasiter la rencontre, toujours non programmée, entre les Premiers ministres Ariel Sharon et Ahmed Qureih.

Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

Les accords de Genève divisent la communauté arabe israélienne

Référence : « Israeli Arab groups slam Geneva Accords on refugee's rights », par Yair Ettinger, *Ha'aretz*, 2 décembre 2003.

La plupart des mouvement politiques regroupant des Arabes israéliens ont rejeté les accords de Genève, parce qu'ils incluent l'abandon du droit au retour pour les réfugiés palestiniens. De plus, les Arabes israéliens se disent déçus par le peu de cas qui a été fait de leur opinion, dans le texte lui-même ainsi que dans les négociations.

Le fondateur du Mouvement islamique en Israël, le cheikh Abdallah Darwish, a pourtant révélé, lundi 1er décembre 2003, que lui « *et un groupe de dirigeants musulmans* » israéliens ont participé aux réunions et qu'il a eu une douzaine d'entretiens avec les négociateurs israéliens et palestiniens, notamment Yossi Beilin et Yasser Abed Rabbo. Selon lui, plusieurs rabbins auraient également participé au processus.

Abdallah Darwish a exprimé ses réticences quant à la formulation utilisée dans le texte de l'accord pour aborder le problème des réfugiés, mais il a rejeté les critiques venant de la société arabe.

Le Higher Arab Monitoring Committee, qui regroupe l'ensemble des mouvements politiques d'Arabes israéliens a publié un communiqué laconique dans lequel il dit « *accueillir favorablement tout dialogue entre Israéliens et Palestiniens* ».

Le parlementaire du parti arabe de la Knesset, Hadesh, Mohammed Barakeh s'est rendu en compagnie d'Issam Makhoul à la cérémonie de lancement officiel qui s'est tenue à Genève, lundi 1er décembre 2003. Il a déclaré à *Ha'aretz* qu'il souhaitait soutenir l'initiative, malgré les problèmes posés par la question du règlement du sort des réfugiés.

Plusieurs membres de la communauté arabe israélienne ont critiqué durement le contenu de l'accord. L'Alliance Nationale démocratique d'Azmi Bishara a qualifié les accords d' « *accords virtuels* », tandis que le parlementaire Jamal Zahalka déclarait que son parti refusait les clauses liées aux droits des réfugiés palestiniens, au partage de Jérusalem et à la définition d'Israël en tant qu'État juif, ce qui, d'après lui, « *mine la campagne qui veut faire d'Israël un pays pour tous ses citoyens* ».